

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

BEAURIN-GRESSIER

Étude statistique sur la production et la consommation du sucre

Journal de la société statistique de Paris, tome 25 (1884), p. 429-443

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1884__25_429_0

© Société de statistique de Paris, 1884, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

II.

ÉTUDE STATISTIQUE SUR LA PRODUCTION ET LA CONSOMMATION DU SUCRE.

Au moment où le Parlement vient d'apporter d'importantes modifications à la législation qui régit, en France, l'industrie sucrière, il a paru intéressant de placer sous les yeux des lecteurs du *Journal de la Société de statistique de Paris*, les principales données numériques qui ont pu être recueillies sur ce sujet.

Cette grave question du régime des sucres, pour être examinée dans son ensemble, comporterait de longs développements qui ne pourraient trouver place dans le cadre restreint d'un article unique. Nous entendons nous borner exclusivement aux renseignements statistiques et nous serons contraints de laisser de côté tout ce qui concerne les aspects juridiques, techniques et économiques du sujet.

I. — PRODUCTION GÉNÉRALE.

Plusieurs végétaux sont exploités pour l'extraction du sucre : la *canne* et la *betterave* viennent en première ligne, mais les ressources demandées à cet égard au *sorgho*, à l'*érable*, au *maïs*, au *palmier* ne sont cependant pas négligeables.

D'après les dernières statistiques générales que nous avons sous les yeux et qui, pour les pays hors d'Europe, remontent à 1881, on évalue la production totale du sucre de canne à Tonnes. 3,550,000

Savoir : Asie.	1,550,000 tonnes.
Afrique	210,000 —
Amérique	1,400,000 —
Océanie	375,000 —
Europe (Espagne)	15,000 —

L'extraction du sucre du maïs, du sorgho, de l'érable, du palmier se pratique presque exclusivement dans l'Amérique du Nord. Le sucre de ces différents végétaux figure dans les statistiques pour environ . . . 200,000

La plus large part revient dans ce total au sucre de palmier (100,000 tonnes).

La production du sucre de betterave est, par contre, presque exclusivement concentrée en Europe. En 1883, elle a atteint environ . . . 2,300,000

La production du globe terrestre ressort par suite au chiffre approximatif de 6,000,000

II. — PRODUCTION EUROPÉENNE.

La fabrication du sucre de betterave se pratique presque exclusivement en France, en Allemagne, en Autriche, en Russie, en Belgique, en Hollande ; quelques essais ont bien été tentés en Italie et en Espagne, mais la production de ces deux derniers

pays est encore insignifiante et n'est pas suffisante pour exercer une influence sur les stocks de cette denrée.

Nous nous bornerons à donner ici, à titre d'aperçu, les quantités produites dans les pays énumérés ci-dessus pendant quelques-unes des dernières campagnes sucrières.

	1874-1875.	1879-1880.	1880-1881.	1881-1882.	1882-1883.
	tonnes.	tonnes.	tonnes.	tonnes.	tonnes.
France.	450,877	277,912	333,614	395,000	420,000
Allemagne	250,579	411,625	569,223	605,000	800,000
Autriche	121,520	406,365	498,082	410,000	475,000
Russie	130,000	275,000	250,000	270,000	280,000
Belgique	71,000	58,015	68,626	72,000	80,000
Hollande, etc. . .	30,000	25,000	30,000	30,000	35,000
Ensemble.	1,053,976	1,453,917	1,749,545	1,782,000	2,090,000

L'accroissement ininterrompu de la production européenne depuis 10 ans ne s'est pas ralenti pendant la campagne 1883-1884. Nous n'avons pas encore les chiffres définitifs de cette campagne, mais nous savons déjà que l'on peut compter sur près de 1 million de tonnes de sucres en Allemagne, de 600,000 en Autriche, de 450,000 en France. Ce développement formidable de l'industrie du sucre en Europe en est arrivé à dépasser la puissance d'absorption des marchés qu'elle alimente et l'on peut prédire sans crainte qu'elle a pour longtemps atteint son maximum. Cette industrie ne pourrait plus prendre une nouvelle extension qu'à la condition de faire reculer le sucre de canne en lui disputant ses débouchés extra-européens.

III. — MOUVEMENT DES SUCRES EN FRANCE.

Production du sucre de betterave en France. — La production du sucre de betterave, en France, remonte au début du siècle; en 1806, le blocus continental venait d'être décrété, nos ports se trouvaient fermés, nos importations étaient suspendues, il fallait combler le vide qui allait se produire dans notre alimentation. — Après plusieurs années de laborieuses recherches, un industriel éminent, Benjamin Delessert, parvint à extraire industriellement du sucre de la betterave. En peu de temps, la fabrication du sucre fit de considérables progrès; cependant, dès que le blocus continental fut levé, le sucre des colonies vint faire irruption sur le marché français et suspendre la prospérité croissante de l'industrie naissante. — Il y eut crise et décadence, mais la fabrication du sucre indigène ne succomba pas. — On la voit, au contraire, prendre un nouvel essor à partir de 1840, ainsi que le montre le tableau suivant (1) :

TABLEAU.

(1) Extrait de la liste générale des fabriques de sucre publiée par le *Journal des fabricants de sucre* (1884).

CAMPAGNES.	NOMBRE de fabriques.	PRODUCTION en sucre brut, tonnes.	CAMPAGNES.	NOMBRE de fabriques.	PRODUCTION en sucre brut, tonnes.
1840-1841. . .	389	26,930	1862-1863. . .	362	173,677
1841-1842. . .	398	31,234	1863-1864. . .	346	168,466
1842-1843. . .	384	29,560	1864-1865. . .	398	149,014
1843-1844. . .	325	28,660	1865-1866. . .	419	274,014
1844-1845. . .	294	36,457	1866-1867. . .	434	216,854
1845-1846. . .	306	40,546	1867-1868. . .	459	224,767
1846-1847. . .	298	53,795	1868-1869. . .	456	206,884
1847-1848. . .	308	64,316	1869-1870. . .	464	282,136
1848-1849. . .	284	38,639	1870-1871. . .	482	282,109
1849-1850. . .	288	62,175	1871-1872. . .	494	324,429
1850-1851. . .	304	76,151	1872-1873. . .	519	395,254
1851-1852. . .	329	68,583	1873-1874. . .	527	383,218
1852-1853. . .	337	75,275	1874-1875. . .	524	437,996
1853-1854. . .	303	76,951	1875-1876. . .	525	462,259
1854-1855. . .	208	41,669	1876-1877. . .	514	243,182
1855-1856. . .	275	92,197	1877-1878. . .	501	397,873
1856-1857. . .	283	83,126	1878-1879. . .	501	432,636
1857-1858. . .	341	151,514	1879-1880. . .	504	277,912
1858-1859. . .	349	132,651	1880-1881. . .	494	333,614
1859-1860. . .	334	126,479	1881-1882. . .	486	395,000
1860-1861. . .	334	100,876	1882-1883. . .	496	420,000
1861-1862. . .	346	146,414			

La production de la campagne 1883-1884 dépassera certainement 450,000 tonnes. — On voit, d'après le tableau qui précède, que la production française atteint son point culminant en 1875-1876 avec 462,000 tonnes produites par 525 fabriques. L'année 1883-1884 se rapproche de ce maximum, mais le nombre de fabriques est tombé à 484. C'est une des premières manifestations de la crise que subit actuellement l'industrie du sucre de betterave.

Production des colonies françaises. — La production des colonies françaises peut être justement assimilée à celle de la mère-patrie, aussi en donnons-nous ci-après le tableau approximatif pour un certain nombre des dernières années (1).

ANNÉES.	GUADELOUPE.	MARTINIQUE.	RÉUNION.	MAYOTTE ET NOSSI-BÉ.	ENSEMBLE.
—	tonnes.	tonnes.	tonnes.	tonnes.	tonnes.
1869. . . .	28,022	37,330	42,665	4,000	112,017
1870. . . .	34,211	38,252	23,534	4,000	99,997
1871. . . .	38,434	41,821	33,100	4,000	117,355
1872. . . .	31,786	39,699	30,420	4,000	105,905
1873. . . .	35,845	37,515	36,267	4,000	113,627
1874. . . .	34,854	38,311	35,883	4,000	113,048
1875. . . .	44,545	50,527	31,665	4,000	130,737
1876. . . .	35,470	38,845	34,263	4,000	112,578
1877. . . .	43,122	40,502	40,384	4,000	128,008
1878. . . .	47,321	46,869	31,886	4,000	130,076
1879. . . .	41,321	38,593	19,353	4,000	103,267
1880. . . .	42,275	42,000	26,022	4,000	114,297
1881. . . .	60,000	46,000	30,000	4,000	140,000
1882. . . .	53,000	42,000	30,000	5,000	130,000

La Cochinchine commence à produire du sucre de canne, mais les quantités qu'elle fournit sont encore assez peu importantes, pour qu'il nous ait été permis de ne pas les faire figurer dans le tableau précédent.

(1) Extrait de la liste générale des fabriques de sucre publiée par le *Journal des fabricants de sucre* (1884).

Importation en France. — Le marché français est alimenté non seulement par les sucres indigènes et par ceux de nos colonies, mais encore par les sucres de canne de l'étranger, par les sucres de betterave des pays européens, et enfin par les sucres raffinés de toute provenance. Ces derniers sont de peu d'importance, en raison des droits à peu près prohibitifs qui en interdisent l'entrée en France.

Nous donnons ci-après le tableau des quantités de sucre brut importées de 1840 à 1883 (commerce spécial).

ANNÉES.	COLONIES.	ÉTRANGER.	ENSEMBLE.	ANNÉES.	COLONIES.	ÉTRANGER.	ENSEMBLE.
	tonnes.	tonnes.	tonnes.		tonnes.	tonnes.	tonnes.
1840 . . .	75,544	17,355	92,899	1862 . . .	104,475	108,684	213,159
1841 . . .	85,851	21,512	107,363	1863 . . .	115,607	111,838	227,445
1842 . . .	89,484	17,394	106,878	1864 . . .	79,665	133,530	213,195
1843 . . .	83,105	19,909	103,014	1865 . . .	76,378	133,207	209,585
1844 . . .	89,257	11,829	101,086	1866 . . .	87,090	80,578	167,668
1845 . . .	102,363	19,584	121,947	1867 . . .	99,550	76,694	176,244
1846 . . .	78,575	27,854	106,429	1868 . . .	55,834	105,651	161,485
1847 . . .	87,836	9,626	97,462	1869 . . .	86,045	115,726	201,771
1848 . . .	48,371	9,540	57,911	1870 . . .	94,807	95,803	190,610
1849 . . .	65,466	18,878	84,344	1871 . . .	77,646	79,689	157,335
1850 . . .	51,172	23,858	75,030	1872 . . .	75,387	90,675	166,062
1851 . . .	48,450	23,389	71,839	1873 . . .	80,985	95,208	176,193
1852 . . .	64,018	29,768	93,786	1874 . . .	80,833	78,041	158,874
1853 . . .	65,682	30,878	96,550	1875 . . .	92,552	111,997	204,549
1854 . . .	82,211	38,067	120,278	1876 . . .	86,863	92,420	179,283
1855 . . .	90,747	56,655	147,402	1877 . . .	84,476	102,858	187,334
1856 . . .	93,531	32,899	126,430	1878 . . .	89,604	78,012	167,616
1857 . . .	84,862	51,277	136,239	1879 . . .	87,921	71,462	159,383
1858 . . .	116,245	39,526	155,771	1880 . . .	74,660	136,114	210,774
1859 . . .	93,300	59,649	152,949	1881 . . .	74,518	145,735	220,253
1860 . . .	115,186	46,680	161,866	1882 . . .	92,106	140,065	232,171
1861 . . .	113,266	85,152	198,358	1883 . . .	74,868	119,528	194,396

On voit que le mouvement de l'importation s'accroît principalement pendant les périodes comprises entre 1860 et 1865, 1880 et 1883. Ces oscillations tiennent à des causes multiples parmi lesquelles prédominent les variations de notre législation et la concurrence étrangère.

Situation du marché français pendant les 5 dernières années. — Pour mieux caractériser la situation du marché français, nous plaçons sous les yeux du lecteur un tableau plus détaillé des quantités de sucre qui sont venues alimenter le marché français pendant les cinq dernières années (1).

ANNÉES.	IMPORTATIONS.						TOTAL de la production et de l'importation.
	SUCRE indigène.	Sucres des colonies.	Sucres de canne étrangers.	Sucres de betterave étrangers.	Vergeoises.	Sucres raffinés, candis et autres.	
	— Production.						
—	—	—	—	—	—	—	—
1879. . . .	321,548	87,921	61,175	8,640	600	1,046	480,932
1880. . . .	334,389	74,660	76,357	56,707	1,602	1,447	545,163
1881. . . .	358,209	74,518	52,896	92,839	4,523	1,290	584,276
1882. . . .	415,782	92,106	64,876	75,189	4,741	1,606	653,234
1883. . . .	460,000	74,868	31,265	88,263	4,835	1,602	663,499

On voit que l'afflux des sucres sur le marché français va sans cesse grossissant. L'accroissement porte surtout sur les sucres de betterave étrangers, et c'est là un symptôme inquiétant.

(1) Les vergeoises, sucres raffinés, candis et autres ne figurent pas dans le tableau précédent, qui ne s'applique qu'au sucre brut.

Après avoir donné le détail de l'approvisionnement du marché français, il nous reste à rechercher quels sont les débouchés par lesquels s'écoulent ces différentes catégories de produits sucriers.

Ils trouvent leurs débouchés, d'une part, dans la consommation intérieure, et, d'autre part, dans l'exportation.

Consommation intérieure. — Il est impossible de connaître exactement les quantités de sucre consommées en France. On n'a, à cet égard, d'autre base d'évaluation que celle des droits perçus sur cette denrée; or, la législation fiscale qui, depuis le début du siècle, a subi de nombreuses transformations, tant en ce qui concerne l'assiette et le mode de perception de l'impôt qu'en ce qui touche le taux de la taxe, a toujours été combinée de façon à laisser une portion de produits indemnes de droits. Les quantités qui échappent ainsi à tout recensement, ont varié suivant le régime fiscal. Depuis l'application de l'exercice des fabriques de sucre brut, c'est-à-dire depuis le décret-loi du 27 mars 1852, les quantités échappant aux droits portent exclusivement sur les sucres raffinés, mais elles sont considérables.

Contentons-nous donc de relever les quantités dont les droits perçus nous révèlent la consommation.

Voici, d'après les tableaux de l'administration des douanes, les quantités consommées de dix en dix ans, de 1820 à 1860, et d'année en année depuis 1869. Elles sont indiquées en sucre brut.

ANNÉES.	QUANTITÉS de tonnes.	ANNÉES.	QUANTITÉS de tonnes.	ANNÉES.	QUANTITÉS de tonnes.
1820. . . .	49,096	1871. . . .	287,978	1878. . . .	271,341
1830. . . .	63,135	1872. . . .	185,437	1879. . . .	290,462
1840. . . .	107,972	1873. . . .	251,976	1880. . . .	317,720
1850. . . .	114,226	1874. . . .	231,191	1881. . . .	376,324
1860. . . .	201,473	1875. . . .	258,247	1882. . . .	404,191
1869. . . .	267,680	1876. . . .	266,384	1883. . . .	400,000
1870. . . .	243,820	1877. . . .	260,407		

La consommation va, en augmentant, d'une façon presque continue avec le développement de la richesse publique et l'accroissement de la population; mais elle est influencée également par les progrès industriels qui réduisent les prix de revient, et surtout par le taux de l'impôt qui surélève ou abaisse les prix auxquels les consommateurs peuvent se procurer le produit. Aussi voit-on la consommation faire pour ainsi dire des bonds, en avant, après chaque dégrèvement, en arrière, après chaque aggravation de la taxe. Ainsi, la consommation qui, en 1871, avait atteint le chiffre de 287,978,000 kilogr., alors que la taxe était fixée à 35 fr. par quintal, tombe, en 1872, à 185,437,000 kilogr., sous le coup des lois des 8 juillet 1871, 22 janvier 1872 et 30 décembre 1873, qui faisaient subir à l'impôt des relèvements successifs et qui en portaient le montant à 70 fr. 20 c. par quintal pour les sucres purs. — Inversement, sous l'influence de la loi du 29 juillet 1880 qui réduit la taxe à 40 fr. par quintal, la consommation passe de 290,462,000 kilogr. en 1879, à 376,324,000 kilogr. en 1881. — Ce dernier accroissement si considérable a tenu, il faut le dire, dans une large mesure au mode de perception inauguré par la nouvelle loi, qui a permis de saisir une certaine quantité des sucres raffinés échappant précédemment à l'impôt.

Exportation. — Une seconde catégorie de débouchés est offerte aux sucres du marché français par l'exportation. Ces sucres sont exportés à l'état de sucre brut,

de vergeoises, de sucres raffinés. — L'exportation est une nécessité pour un marché qui dépasse les besoins de la consommation intérieure et qui doit y trouver les moyens d'écouler son trop-plein.

Voici, d'après les relevés des douanes, les quantités exportées d'année en année, depuis 1860. Dans les colonnes 1 à 5, les quantités sont évaluées en sucre brut. Nous donnons, dans une dernière colonne (6), le poids effectif des raffinés :

ANNÉES.	SUCRES BRUTS (tonnes).	VERGEOISES et autres.	RAFFINÉS.	ENSEMBLE.	RAFFINÉS, poids effectif.
1	2	3	4	5	6
1860. . . .	18,650	»	66,727	85,377	50,179
1861. . . .	2,430	»	68,223	70,653	51,183
1862. . . .	8,374	»	103,867	112,241	77,901
1863. . . .	11,226	»	134,302	145,528	100,727
1864. . . .	9,286	»	118,133	127,419	88,600
1865. . . .	28,279	»	149,639	177,918	112,230
1866. . . .	26,578	»	120,084	146,662	90,063
1867. . . .	27,788	»	116,400	144,188	87,300
1868. . . .	28,064	»	102,696	130,760	82,092
1869. . . .	25,938	»	121,043	146,981	97,587
1870. . . .	69,581	»	125,478	195,059	96,306
1871. . . .	109,145	»	98,345	207,490	79,667
1872. . . .	96,543	»	178,977	275,520	138,593
1873. . . .	88,261	»	194,288	282,549	149,556
1874. . . .	111,248	»	232,025	343,273	184,292
1875. . . .	92,422	»	269,337	361,759	214,100
1876. . . .	43,694	»	234,228	277,922	185,781
1877. . . .	60,191	»	198,295	258,486	154,488
1878. . . .	46,261	»	216,052	262,313	166,998
1879. . . .	22,176	»	197,514	219,690	144,185
1880. . . .	23,689	5,792	159,425	188,906	123,916
1881. . . .	38,133	5,071	127,696	170,900	110,275
1882. . . .	39,743	4,161	129,967	173,871	114,019
1883. . . .	46,929	3,066	136,315	186,310	119,538

Le tableau qui précède nous révèle des oscillations considérables dans le mouvement des exportations de sucre ; ces oscillations portent également sur les sucres bruts et sur les sucres raffinés. — Elles tiennent d'ailleurs à plusieurs causes. Pour le sucre brut, elles dépendent notamment des chiffres de la production indigène, qui sont eux-mêmes extrêmement variables suivant l'importance et la qualité de la récolte de betteraves. — Pour les sucres raffinés, elles tiennent à la quantité de sucres coloniaux et étrangers qu'il a été possible aux raffineurs d'importer en France. Pour les deux catégories de sucre, les exportations sont liées enfin aux facilités que les producteurs français ont pu rencontrer pour écouler, sur les marchés étrangers, les excédents de la production. Ces facilités vont, chaque jour, hélas ! diminuant, surtout pour les sucres bruts qui rencontrent sur ces marchés les sucres de nos concurrents allemands, autrichiens, belges. Ces concurrents ont non seulement réalisé d'immenses progrès au point de vue de la diminution des prix de revient, mais de plus sont favorisés, par leur législation, de primes souvent considérables, lesquelles viennent rompre violemment l'équilibre des prix.

Les raffineurs sont moins vivement atteints par ces primes, puisqu'ils peuvent se procurer la matière première aux mêmes conditions que les raffineurs des autres pays et que, d'autre part, la législation française leur réserve des avantages d'une certaine importance.

Au point de vue de l'exportation, en effet, ils ne paient l'impôt que sur les quan-

tités effectivement exportées et restent maîtres de la différence avec le poids du sucre brut. — De ces quantités complémentaires, ils peuvent extraire une certaine portion de sucres francs de droits qui constituent à leur profit la prime dont nous venons de parler.

Mouvement général des sucres en France. — Il est intéressant de récapituler pour les cinq dernières années le mouvement des sucres sur le marché français. Les chiffres sont donnés en sucre brut.

ANNÉES.	APPROVISIONNEMENTS.			DÉBOUCHÉS.		
	Production indigène (1).	Importation.	Ensemble.	Consommation.	Exportation.	Ensemble.
1	2	3	4	5	6	7
1879 . .	321,548	159,384	480,932	290,462	173,495	463,957
1880 . .	334,389	210,774	545,163	317,721	153,504	471,225
1881 . .	358,209	226,067	584,276	376,324	152,785	529,109
1882 . .	415,782	237,452	653,234	404,191	157,825	562,016
1883 . .	460,000	203,000	663,000	400,000	169,614	569,614

La différence entre les colonnes 4 et 7 représente les sucres qui n'ont pu être vendus et viennent encombrer les stocks.

Montant des droits perçus. — La législation du régime des sucres a varié si souvent en France et avec elle le taux de l'impôt que l'on ne peut s'étonner de rencontrer des soubresauts constants dans le tableau des droits perçus par année et qu'il est impossible d'y chercher un criterium des mouvements de la production. Ce tableau n'en présente pas moins un réel intérêt en montrant l'importance des ressources que le Trésor a pu trouver, à diverses époques, dans la taxation de cette denrée de grande consommation et la place qu'elle occupe encore aujourd'hui dans les budgets de la France.

ANNÉES.	DROITS intérieurs.	DROITS de douanes.	ENSEMBLE.	ANNÉES.	DROITS intérieurs.	DROITS de douanes.	ENSEMBLE.
—	mille fr.	mille fr.	mille fr.	—	mille fr.	mille fr.	mille fr.
1840 . . .	4,786	33,553	38,339	1862 . . .	50,656	70,729	121,385
1841 . . .	7,021	43,594	50,615	1863 . . .	61,067	93,939	155,006
1842 . . .	9,217	42,302	51,519	1864 . . .	22,443	69,055	91,498
1843 . . .	7,659	43,975	51,634	1865 . . .	50,255	61,080	111,335
1844 . . .	9,221	48,925	58,146	1866 . . .	55,455	55,989	111,444
1845 . . .	11,482	51,373	62,855	1867 . . .	59,507	50,769	110,276
1846 . . .	17,810	48,378	66,188	1868 . . .	62,309	48,426	110,735
1847 . . .	23,572	48,793	72,365	1869 . . .	65,041	48,306	113,347
1848 . . .	23,686	34,876	58,562	1870 . . .	55,190	48,001	103,191
1849 . . .	24,683	44,876	69,559	1871 . . .	87,726	51,619	139,345
1850 . . .	31,349	41,714	73,063	1872 . . .	58,969	47,623	106,592
1851 . . .	33,525	36,238	69,763	1873 . . .	103,463	69,400	172,863
1852 . . .	32,473	43,404	75,877	1874 . . .	107,300	45,111	152,411
1853 . . .	36,233	45,769	82,002	1875 . . .	119,333	61,543	180,876
1854 . . .	31,949	56,867	88,816	1876 . . .	125,755	64,173	189,926
1855 . . .	30,095	72,395	102,490	1877 . . .	92,405	77,851	170,256
1856 . . .	48,063	60,360	108,423	1878 . . .	114,586	75,047	189,633
1857 . . .	44,131	66,771	110,902	1879 . . .	127,517	72,884	200,401
1858 . . .	67,321	74,854	142,175	1880 . . .	91,152	87,521	178,673
1859 . . .	60,762	78,459	139,221	1881 . . .	75,287	60,636	135,923
1860 . . .	37,697	53,878	91,575	1882 . . .	80,497	65,250	145,747
1861 . . .	32,998	53,388	86,386	1883 . . .	91,000	54,000	145,000

(1) Les chiffres donnés par l'Administration des contributions indirectes sont un peu supérieurs à la réalité, parce qu'ils tiennent compte d'une portion de sucre laissé dans les mélasses.

IV. — CONDITIONS GÉNÉRALES DE LA PRODUCTION DU SUCRE INDIGÈNE EN FRANCE.

Après avoir passé en revue les principales données du mouvement des sucres en France, nous voudrions jeter un rapide coup d'œil sur les conditions générales dans lesquelles s'exerce actuellement chez nous l'industrie du sucre de betterave. — Nous emprunterons la plupart des chiffres qui vont suivre au *Bulletin de statistique du Ministère des finances* (1). Ils sont afférents à la campagne 1882-1883.

Matière première. — Production de la betterave. — La culture de la betterave a porté, en 1882, sur environ 206,000 hectares donnant un rendement total de 7,211,274,000 kilogr. de betteraves et un rendement moyen à l'hectare de 34,928 kilogr. (passant par 27,340 kilogr. dans les départements les moins favorisés et 46,589 kilogr. dans celui du Nord). Cette masse de matières premières a été mise en œuvre par 497 fabriques, ce qui accuserait une consommation moyenne, par fabrique, de 14,509,000 kilogr. — En réalité, la répartition doit être faite d'une façon toute différente; il existe, en effet, un certain nombre d'usines considérables qui travaillent annuellement plus de 100,000 tonnes de betteraves, tandis qu'un grand nombre de fabriques de la région du Nord qui ne fonctionnent guère qu'à titre d'annexes d'exploitations agricoles, se bornent à travailler annuellement quelques milliers de tonnes. On voit, par ces chiffres, quelle est l'importance de l'industrie sucrière comme débouché de l'agriculture. Elle est particulièrement localisée dans les départements du Nord, de l'Aisne, de la Somme, du Pas-de-Calais, de l'Oise et dans un certain nombre de départements de la région nord-est. Ces betteraves ont été payées des prix variant, selon les départements, entre 19 fr. 95 c. par 1,000 kilogr. (chiffre moyen du Pas-de-Calais) et 21 fr. 54 c. (prix moyen des Ardennes), ce qui se traduit par un prix total de 151 millions de francs payés à la culture.

Notons ici qu'au point de vue de l'industriel, cette dépense constitue l'élément principal du prix de revient du sucre. — Ce chiffre doit encore être majoré des transports et des manutentions qu'il est obligé de faire subir à sa matière première pour l'amener à la râpe (environ 2 fr.).

Ces prix n'auraient rien d'excessif, si la betterave présentait une richesse saccharine suffisante. Il n'en est malheureusement pas ainsi dans la plupart des cas, — et il ne faut pas chercher ailleurs la cause de la crise terrible que subit actuellement, en France, l'industrie sucrière. — Il faut que fabricants et cultivateurs comprennent enfin que ce n'est pas la betterave elle-même que respectivement ils achètent et vendent, mais le sucre qui s'y trouve renfermé. — A cette seule condition, l'industrie sucrière pourra être sauvée.

Salaires. — Les 497 fabriques en activité pendant la campagne 1882-1883 ont occupé, pendant la période du râpage, 49,360 ouvriers hommes, 8,293 femmes, 7,515 enfants, soit un total de 65,168 personnes, et, pendant le reste de l'année, 8,490 personnes, ce qui représente pour l'année entière 7,062,033 journées de travail et un chiffre de plus de 24 millions de salaires (salaires moyens : hommes, 3 fr. 92 c.; femmes, 2 fr.; enfants, 1 fr. 78 c.).

En se basant sur les chiffres du *Bulletin du Ministère des finances*, on trouverait, en outre, que le montant total des salaires payé par l'ensemble des fabriques de

(1) Fascicule de janvier 1884.

sucré, représente une dépense de 3 fr. 33 c. par 1,000 kilogr. de betteraves travaillées. — Cette dépense atteindrait d'ailleurs, comme maximum, 3 fr. 49 c. dans le département du Nord et s'abaisserait au minimum de 3 fr. 06 c. dans celui de Seine-et-Marne. Ces chiffres nous paraissent un peu au-dessous de la vérité, notamment dans le département du Nord, où sont encore généralement employés les anciens procédés de fabrication et où, malgré le bas prix des salaires, la dépense de main-d'œuvre ne peut guère s'abaisser au-dessous de 4 fr. par 1,000 kilogr. de betteraves travaillées.

Machines motrices et combustible. — Les mêmes fabriques emploient 3,281 machines motrices (y compris celles existant dans les râperies annexes). Ces machines correspondent à une force motrice de 43,893 chevaux-vapeur et sont mises en mouvement par 2,590 générateurs dont la surface de chauffe totale n'est pas inférieure à 189,000 mètres. Les générateurs tubulaires et semi-tubulaires sont au nombre de 1,186.

Cet ensemble de machines a consommé, pendant la même campagne, 1,065,178 tonnes de combustibles minéraux, au prix moyen, rendus à l'usine, de 22 fr. 64 c., soit une dépense totale en combustibles de 24,115,000 fr. Les prix moyens du combustible oscillent entre 15 fr. 24 c. par tonne, dans le département du Pas-de-Calais, et 29 fr. 62 c. dans le département de Seine-et-Oise. Dans le second département, la consommation de charbon ressort à 136 kilogr. et à 4 fr. 03 c. par tonne de betteraves ; — dans le premier, elle ressort à 152 kilogr. et à 2 fr. 33 c. — Malgré l'infériorité des appareils, le Pas-de-Calais réalise encore de ce chef et par suite de sa proximité des bassins houillers une économie de 1 fr. 70 c. par tonne de betteraves travaillées.

Appareils employés. — Le prix de revient du travail de la betterave est grandement influencé par le perfectionnement des procédés de fabrication et par le choix des appareils. Sans parler des accroissements de rendement qu'ils permettent d'obtenir et dont nous nous occuperons dans le paragraphe suivant, ils donnent le moyen de réaliser une notable économie dans la main-d'œuvre, dans les frais de transport, dans la consommation du charbon, du noir animal, des huiles, graisses et autres matières de fabrication.

Nous avons déjà constaté la supériorité sur les générateurs à bouilleurs des générateurs tubulaires qui, bien conduits, peuvent permettre de réduire de plus du quart la dépense de combustible. Une simplification non moins grande résulte de l'installation de râperies détachées, grâce auxquelles on envoie directement à l'usine, au moyen de conduits, les jus provenant du râpage sur place de la betterave et on supprime les transports onéreux de la plante elle-même. 57 fabriques ont déjà installé des râperies, et le nombre de ces établissements annexes s'élève à 142. Le mode d'extraction des jus a donné lieu lui-même aux plus importants perfectionnements. — Aux anciens systèmes de presses hydrauliques et de presses continues, on substitue depuis plusieurs années le procédé de la diffusion qui permet d'obtenir un épuisement plus complet de la betterave.

Pour l'évaporation des jus, les appareils dits à triple effet, fonctionnant dans le vide, donnent des résultats très supérieurs aux appareils à air libre, de même pour les appareils à cuire. — Voici le nombre des fabriques dans lesquelles fonctionnaient en 1881-1882 et 1882-1883 ces différents appareils :

		NOMBRE DE FABRIQUES.	
		1882-1883.	1881-1882.
Fabriques employant les presses hydrauliques. . .	225	497	267
— les presses continues. . .	161		128
— la diffusion	111	497	91
— le triple effet	419		404
— les appareils à air libre . . .	78	497	82
— la cuite en grains	388		371
— la cuite à air libre	109		115

Les fabriques dans lesquelles subsistent les anciens procédés sont encore nombreuses, mais les conditions nouvelles de la concurrence et l'obligation impérieuse de réduire les prix de revient vont précipiter la transformation.

Éléments du prix de revient. — Si nous récapitulons les principaux éléments qui concourent à la formation du prix de revient du travail de la betterave, nous trouvons que les moyennes fournies par le *Bulletin des finances* et complétées en partie par nos propres informations, s'établissent pour la campagne 1882-1883 de la manière suivante :

	Par 1,000 kilogr.
Prix d'acquisition de la betterave	20 ^r 99 ^c
Transports et manutentions diverses.	2 »
Main-d'œuvre et salaires.	3 33
Combustible	3 35
Il convient d'ajouter à ces chiffres les matières diverses de fabrication : noirs, chaux, huiles, graisses, toiles, etc.	1 50
Les frais d'entretien du matériel	1 50
Les frais généraux (administration, contributions, assurances), frais d'autant plus élevés que la fabrication porte sur une moindre quantité de betteraves	3 »
Dépenses diverses.	1 33
L'ensemble des frais de fabrication ressort ainsi par 1,000 kilogr. de betteraves à	37 ^r » ^c

Mais nous faisons remarquer que, dans ce total, nous n'avons fait figurer aucun chiffre pour prix et amortissement des capitaux engagés, ni pour la rémunération de l'entreprise.

Ce sont là, au surplus, des chiffres moyens, auxquels l'habileté de l'administrateur et les conditions générales du milieu peuvent apporter de notables réductions. — D'un autre côté, les fabriques qui travaillent dans des conditions défectueuses, subissent sur ces prix de lourdes aggravations.

Sous-produits. — La fabrication du sucre de betterave donne lieu à plusieurs catégories de sous-produits ; notons les principaux : la *mélasse*, les *pulpes*.

Les quantités de ces sous-produits varient dans une large mesure, selon la richesse de la betterave et la nature des procédés de fabrication. Les *mélasses* sont naturellement d'autant plus abondantes que la betterave est plus riche et d'autant moins abondantes que les procédés d'extraction sont plus perfectionnés.

De plus, elles peuvent être traitées elles-mêmes, après la fabrication proprement dite, par les procédés de l'osmose, de l'éluion, de la substitution, de la strontiane, qui permettent d'en extraire du sucre jusqu'à concurrence de 20 à 40 p. 100 de leur poids.

D'après le *Bulletin des finances*, les quantités de mélasses obtenues en France pen-

dant la campagne 1882-1883 s'élèvent à 248,979,600 kilogr., ce qui, rapproché du poids des betteraves travaillées (7,210,274,000 kilogr.), fait ressortir un rendement moyen de 3.45 p. 100, au prix moyen de 10 fr. les 100 kilogr., et donne lieu à une recette de 3 fr. 45 c. par tonne de betteraves.

La quantité des *pulpes* résultant du travail de la betterave est plus considérable avec le procédé de la diffusion qu'avec celui du râpage; le prix en est par suite un peu moins élevé. En prenant toutefois une moyenne, on trouve que le rendement total, qui s'est élevé à 1,814,672,000 kilogr., représente un rendement proportionnel de 25.16 p. 100, soit, au prix de 9 fr. la tonne, un produit de 2 fr. 25 c. par 1,000 kilogr. de betteraves.

En groupant les deux chiffres relatifs au prix des mélasses et des pulpes, bien qu'ils donnent les résultats de moyennes forcément très variables, on trouve, pour les sous-produits, un total de 3 fr. 45 c. + 2 fr. 25 c. = 5 fr. 70 c. Les sous-produits viennent, au point de vue spécial de la fabrication du sucre, réduire d'autant le prix de revient du travail de la tonne de betteraves. Ce prix de revient (37 fr. — 5 fr. 70 c.) se trouve ainsi ramené en chiffres ronds à 31 fr. Le terrain ainsi circonscrit, au moins d'une manière aussi approximative que le comporte le calcul si élastique des moyennes, nous pouvons aborder l'examen du prix de revient du sucre lui-même.

Rendements et prix de revient du sucre brut. — L'examen des rendements et du prix de revient du sucre vient cependant se heurter à une nouvelle difficulté tirée de la variété des qualités de ce produit. Entre le sucre raffiné de première marque, qui représente le sucre le plus pur, et les produits inférieurs des types les plus bas, nous trouvons une série d'échelons présentant entre eux de notables différences. Les usages commerciaux admettent des types oscillant entre les produits qui ne rendent au raffinage que 65 p. 100 de sucre pur et des poudres presque parfaites, qui ne sont jamais comptées pour un rendement supérieur à 98 p. 100; de telle sorte que, lorsque l'on parle du rendement de la betterave et des prix de revient du sucre, on est obligé de s'arrêter à un type conventionnel.

L'administration des contributions indirectes, pour ses calculs, ramène conventionnellement tous les sucres au type le plus pur, c'est-à-dire au sucre raffiné.

Si nous nous arrêtons aux renseignements fournis par le *Bulletin des finances*, en ce qui concerne la campagne 1882-1883, nous trouvons que les 7,211,274 tonnes de betteraves travaillées ont donné un rendement total de 362,737,565 kilogr. de sucre (exprimés en raffinés), ce qui représente, par tonne de betteraves, un rendement moyen de 50,9 kilogr. par tonne ou, en forçant légèrement le chiffre, de 5.1 p. 100.

Certes, c'est là un résultat assez médiocre, si l'on se reporte notamment aux rendements obtenus par les pays concurrents. Ce chiffre moyen mérite d'autant plus d'être analysé qu'il est le résultat de rendements présentant entre eux de larges écarts. Si nous nous arrêtons aux moyennes départementales, nous trouvons un rendement de 5.75 p. 100 dans quelques départements du Centre. Ceux de Seine-et-Marne et des Ardennes accusent un rendement moyen de 5.53 p. 100; viennent ensuite l'Aisne, 5.48 p. 100; l'Oise, 5.24; Seine-et-Oise, 5.13. Puis on tombe à des rendements sensiblement inférieurs avec la Somme, 4.97; le Nord, 4.62; le Pas-de-Calais, 4.47. Mais ces divergences s'accroissent d'une façon bien plus sensible si, au lieu de se borner à des moyennes régionales, on compare entre eux les résultats d'établissements déterminés. « Ainsi, dit le *Bulletin des finances*, le rendement qui, dans 35 usines du Nord et du Pas-de-Calais, est inférieur à 4 p. 100 et descend

« jusqu'à 3.3, 3.2 et 3.1 p. 100, dépasse 6 p. 100 dans 38 fabriques de l'Aisne, de la Marne et de quelques autres départements. Il atteint même dans quelques usines 6.9, 7 et 7.1 p. 100. On remarque, en outre, des variations considérables entre les usines d'une même région, et l'on pourrait citer deux établissements voisins qui obtiennent l'un 5.4 et l'autre 4.2 p. 100. ».

Prix du sucre. — Les chiffres du rendement en sucre de la betterave exercent nécessairement une influence sur la détermination du prix du sucre. Si l'on admet, par exemple, que l'ensemble des frais afférents à l'acquisition et à l'élaboration d'une tonne de matière première monte à 31 fr., déduction faite de la réalisation des sous-produits, on voit qu'avec un rendement de 4 p. 100, 100 kilogr. de sucre ramenés au type du raffiné, représentent une consommation de 2,500 kilogr. de betteraves et, par suite des frais de fabrication, de $2,500 \times 31 = 77$ fr. 50 c. Avec les rendements de 5, 6, 7 p. 100, les prix de revient s'abaissent successivement, les frais de fabrication restant les mêmes, à 62 fr., à 51 fr. 75 c. et à 44 fr. 30 c.

Ces calculs, répétons-le, portent sur des moyennes et sont, par suite, susceptibles, dans la réalité, de notables variations; ils permettent d'affirmer néanmoins que dans les conditions antérieures du marché et avec des prix qui oscillaient entre 45 et 48 fr. le quintal de poudres blanches, c'est-à-dire de sucre pur, les prix de revient devaient laisser avec les prix de réalisation un écart désastreux pour les fabricants qui n'obtenaient pas les rendements supérieurs. La sucrerie française serait donc condamnée à disparaître, si elle ne parvenait, ou à augmenter sensiblement ses rendements en sucre, ou à réduire dans une large mesure ses prix de revient. Elle a songé à recourir à un autre moyen, consistant à faire imposer législativement au consommateur l'obligation de payer la différence, soit sous forme de primes aux fabricants, soit en isolant par des droits prohibitifs, le marché français du marché général. Mais nous ne pouvons nous empêcher de faire cette réflexion qu'une industrie qui entendrait ne demander son salut qu'à de semblables procédés, serait bien précaire, et que la nation qui les accepterait définitivement, se condamnerait à une prompte décadence.

V. — LA SUCRERIE EN ALLEMAGNE ET EN AUTRICHE.

Nous ne voulons pas clore cet article sans donner quelques détails sur la production de nos deux plus redoutables concurrents : l'Allemagne et l'Autriche.

Allemagne. — Nous empruntons les renseignements qui suivent au *Bulletin statistique du Ministère des finances d'Italie* :

CAMPAGNES.	NOMBRE total de fabriques.	FABRIQUES monées avec la diffusion.	QUANTITÉS de betteraves travaillées.	SUCRE BRUT obtenu.	MÉLASSES obtenues.	RENDEMENT en sucre brut.
			quintaux.	quintaux.	quintaux.	
1871-1872 . .	311	52	22,509,180	1,864,419	638,917	8.27
1872-1873 . .	324	63	31,815,500	2,625,511	915,887	8.25
1873-1874 . .	337	80	35,287,630	3,910,407	1,058,183	11.08
1874-1875 . .	333	113	27,567,450	2,564,124	976,028	9.30
1875-1876 . .	332	157	41,612,840	3,580,482	1,339,524	8.60
1876-1877 . .	328	197	35,500,360	2,894,227	1,111,011	8.15
1877-1878 . .	329	224	40,909,680	3,780,011	1,228,128	9.24
1878-1879 . .	324	258	46,287,470	4,261,551	1,336,515	9.21
1879-1880 . .	328	291	48,052,160	4,094,152	1,313,709	8.52
1880-1881 . .	333	309	63,222,030	5,559,151	1,649,842	8.79
1881-1882 . .	343	324	62,719,470	5,997,222	1,508,129	9.56
1882-1883 . .	358	343	87,471,530	8,351,646	1,963,047	9.55

Les développements de l'industrie sucrière en Allemagne sont, on le voit, prodigieux. En 12 ans, la production du sucre brut passe de 186,442 à 835,165, et même si l'on tient compte de l'année courante, à près de 1 million de tonnes. C'est-à-dire que la production quintuple.

Fait digne de remarque, l'accroissement ne porte pas dans les mêmes proportions sur les quantités de matières premières employées, ni sur le nombre d'usines qui ont coopéré à cette production. Les quantités de betteraves travaillées passent, dans la même période, de 2,250,918 tonnes à 8,747,153 tonnes. Le rapport n'est plus ici que du simple au quadruple. Le nombre d'usines en activité ne s'élève que de 311 à 358. Mais on constate, en même temps, que le procédé de la diffusion tend à devenir général, puisqu'au terme de la période, il est adopté par 343 fabriques, tandis qu'au début il n'était installé que dans 52. Les rendements, d'autre part, sont passés d'un chiffre moyen de 8.27 p. 100 à 9.55 p. 100. Ainsi, le développement de la production s'est réalisé par l'extension des usines existantes, ce qui est un des signes les plus incôtestables de prospérité.

Cet essor de l'industrie allemande ne pouvait manquer de réagir sur le mouvement de la consommation, des importations et des exportations. Le tableau suivant, puisé aux mêmes sources que le précédent, nous édifie à cet égard :

CAMPAGNES.	PRODUCTION.	IMPORTATION en sucre brut.	PRODUCTION et importation réunies.	EXPORTATION	CONSOMMA- TION.
—	quintaux.	quintaux.	quintaux.	quintaux.	quintaux.
1871-1872 . .	1,864,419	496,332	2,360,751	142,757	2,217,994
1872-1873 . .	2,625,511	270,852	2,896,363	179,382	2,716,981
1873-1874 . .	2,910,407	289,530	3,199,937	216,550	2,983,387
1874-1875 . .	2,564,124	276,907	2,841,031	108,134	2,732,897
1875-1876 . .	3,580,482	212,532	3,793,014	561,209	3,221,805
1876-1877 . .	2,894,227	125,060	3,019,287	603,538	2,415,749
1877-1878 . .	3,780,091	88,830	3,868,921	967,785	2,901,136
1878-1879 . .	4,261,551	79,710	4,341,261	1,380,768	2,960,493
1879-1880 . .	4,094,152	65,842	4,159,994	1,344,857	2,815,137
1880-1881 . .	5,559,151	56,073	5,615,224	2,839,039	2,776,185
1881-1882 . .	5,997,223	57,330	6,054,553	3,144,103	2,910,450
1882-1883 . .	8,351,646	66,012	8,417,658	4,725,514	3,692,144

Les progrès réalisés dans les procédés de fabrication ont permis d'abaisser considérablement les prix, aussi la consommation s'accroît-elle dans une large mesure. Elle passe de 2,217,994 quintaux à 3,692,144, soit une augmentation de 66 p. 100. Mais la consommation nationale ne saurait absorber les excédents sans cesse grandissant de la sucrerie allemande, et les marchés extérieurs sont appelés nécessairement à les recevoir. L'importation diminue progressivement et devient insignifiante. L'exportation prend une allure vertigineuse. En 1871-1872, elle n'est que de 142,757 quintaux. En 1882-1883, nous la retrouvons à 4,725,514 quintaux, c'est-à-dire 33 fois plus forte. En 1883-1884, elle aura dépassé 6,000,000 quintaux.

Le *Bulletin des finances* italien nous donne, en outre, le produit réalisé par le Trésor par la taxe sur le sucre. En voici le tableau ; les chiffres sont exprimés en marks.

TABLEAU.

*

CAMPAGNES.	TAXE perçue à l'intérieur.	TAXE perçue à l'importation.	ENSEMBLE.	DRAWBACKS à l'exportation.	PRODUIT net de l'impôt.
1871-1872 . .	36,014,691	12,498,225	48,512,916	3,875,916	44,637,000
1872-1873 . .	50,904,813	7,127,469	58,032,282	3,201,150	54,831,132
1873-1874 . .	56,460,222	7,778,976	64,239,198	3,595,569	60,643,629
1874-1875 . .	44,107,920	7,217,593	51,325,513	1,641,786	49,682,727
1875-1876 . .	66,580,546	5,672,131	72,252,677	8,888,608	63,364,069
1876-1877 . .	56,800,570	3,353,926	60,154,496	11,389,541	48,764,955
1877-1878 . .	65,455,491	2,369,082	67,824,573	17,855,173	49,969,400
1878-1879 . .	74,059,961	2,111,772	76,171,733	25,359,970	50,811,763
1879-1880 . .	76,875,459	1,729,536	78,604,995	24,141,395	54,463,600
1880-1881 . .	101,163,969	1,480,967	102,644,936	56,547,988	46,096,948
1881-1882 . .	100,351,163	1,518,056	101,869,219	43,412,561	58,456,658
1882-1883 . .	139,954,448	1,730,108	141,684,556	73,507,595	68,176,961

On s'étonnera sans doute de l'augmentation notable du produit net de l'impôt que fait ressortir ce tableau. Elle correspond en grande partie au développement de la consommation ; mais le chiffre afférent à la campagne 1882-1883 est très exagéré. Cette exagération tient au mode de présentation des comptes qui applique pour moitié à un exercice les remboursements effectués à titre de drawbacks pendant l'année précédente.

Il est permis de supposer que l'accroissement de la consommation allemande est arrivé à son apogée et que les produits de l'impôt intérieur sont appelés à décroître rapidement par le fait de l'exportation. On sait, en effet, que le régime allemand permet aux exportateurs de se faire payer par le Trésor une prime importante qui vient réduire d'autant le produit net de l'impôt. Aussi le gouvernement allemand se prépare-t-il à relever la base d'évaluation du rendement légal et à diminuer ainsi le chiffre des restitutions qu'il est appelé à payer à la sortie des sucres exportés. (Voir à cet égard le texte du projet publié dans le numéro de mai 1884 du *Bulletin du Ministère des finances*.)

Autriche. — Le progrès de l'industrie sucrière n'a certes pas été aussi rapide en Autriche-Hongrie qu'en Allemagne. Il n'en est pas moins considérable. Voici, d'après la carte des sucreries publiée par l'imprimerie impériale et royale de Prague en 1883, quelques renseignements sur la situation de cette industrie (1) :

CAMPAGNES.	NOMBRE de fabriques en activité.	QUANTITÉS de betteraves travaillées.	QUANTITÉ moyenne de betteraves employées par fabrique.
		quintaux.	quintaux.
1871-1872 . .	251	16,114,062	64,199
1872-1873 . .	256	20,418,912	79,761
1873-1874 . .	244	16,166,991	66,258
1874-1875 . .	226	11,682,663	51,693
1875-1876 . .	231	14,895,690	64,484
1876-1877 . .	223	17,105,561	75,024
1877-1878 . .	229	26,286,074	114,786
1878-1879 . .	226	30,926,289	134,462
1879-1880 . .	226	28,975,077	127,643
1880-1881 . .	227	47,302,624	207,468
1881-1882 . .	230	46,280,701	201,220

(1) Extrait du *Bulletin du Ministère de l'agriculture*, année 1884, n° 2.

Nous ne trouvons pas dans le document auquel sont empruntés les chiffres de ce tableau la quantité de sucre produite. Mais nous avons déjà, au début de ce travail, indiqué le montant de la production sucrière dans l'empire austro-hongrois, pour quelques-unes des dernières campagnes. Le tableau qui précède nous permet de constater, ici comme en Allemagne, que la fabrication du sucre subit un notable mouvement d'accélération, puisque de 16,114,062 quintaux en 1871-1872, les quantités de betteraves travaillées passent en 1881-1882 à 46,280,701 quintaux, et ce dernier chiffre s'est considérablement accru pendant les deux campagnes suivantes. Nous voyons, en outre, que le développement de la production résulte, non de l'augmentation du nombre des fabriques, mais surtout de l'extension des usines existantes, dont la consommation moyenne de betteraves s'élève, dans la même période, de 64,199 quintaux à 201,220 quintaux, tandis que le nombre des fabriques diminue de 21.

Le même document nous donne les chiffres de l'exportation (par année) de 1873 à 1882. Nous extrayons les chiffres ci-après exprimés en quintaux de sucre brut :

1873.	1874.	1875.	1876.	1877.	1878.
923,696	664,535	871,464	1,314,622	1,426,142	1,605,090
1879.	1880.	1881.	1882.		
2,192,673	2,435,282	2,910,081	2,466,302		

Le montant des taxes perçues sur le sucre ne varie pas en Autriche comme dans les autres pays. Le produit est le résultat d'une sorte d'abonnement fixé par la loi aux termes de laquelle le produit net à fournir par l'impôt sur la betterave et par les droits d'entrée qui frappent les sucres bruts et raffinés dans la zone douanière de l'Autriche-Hongrie et des pays qui s'y rattachent, est fixé à 24,500,000 fr. pour l'année 1880-1881. Chacun des exercices suivants devra fournir une augmentation de 980,000 fr. dans le rendement. Quand le produit net aura atteint de cette façon le chiffre de 31,360,000 fr., une nouvelle disposition devra être prise par voie législative.

Ainsi que nous le disions au début de cette étude, nous n'avons en aucune sorte eu la prétention de traiter *la question des sucres*; notre unique intention était de réunir dans un seul document un ensemble de renseignements épars dans un grand nombre de publications, de les grouper aussi méthodiquement que possible et de fournir ainsi à ceux des lecteurs du Journal de notre Société qui s'intéressent à cette grave et délicate question, des éléments qu'ils n'auraient pu se procurer ailleurs sans des recherches longues et assez laborieuses.

BEAURIN-GRESSIER.